



## Déclaration de la FSU44 au CTSD du 6 avril 2020

La crise sanitaire mondiale que nous connaissons aujourd'hui est lourde de conséquences à tous les niveaux: sanitaire, économique, social, ... L'augmentation continue du nombre de décès est un élément bien plus important que la récession économique qui se profile. Cette question de bon sens reste encore éloignée des éléments de langage de nombreux gouvernant-es qui continuent de privilégier les profits à la santé. Le gouvernement d'E Philippe en fait partie en intimant aux entreprises non indispensables de poursuivre leurs productions, aux salarié-es du bâtiment d'aller travailler sans les protections nécessaires. La guerre sanitaire promulguée par E Macron permet par ordonnances et par la loi d'état d'urgence de contourner le code du travail, de rogner les droits des salarié-es. La concession revoyant à un accord d'entreprise les congés payés ne peut masquer les régressions subies. Le libéralisme n'a que faire d'union nationale et de solidarité. Il n'est mû que par le profit, les dividendes et la soumission du monde de travail et des services publics au marché. A la sortie de cette crise sanitaire, il faudra que les vérités fassent jour sur la gestion de l'hôpital public et les nombreux manques, la place de tous les services publics, leur marchandisation forcée orchestrée depuis trop longtemps, les propos méprisants de personnalités politiques: ministres et porte-parole du gouvernement...

A l'éducation nationale, nous sommes servis en propos ubuesques, contradictoires et méprisants niant les réalités vécues par nos collègues tous les jours en télétravail ou quand ils-elles vont garder les enfants de soignant-es. J M Blanquer ferait mieux de se taire car la propagation de ses propos inacceptables à d'autres membres du gouvernement est visible tous les jours. La FSU défend les collègues qui n'iront ni dans les supérettes distribuer leurs cours ni dans les exploitations de fraises. Nos collègues enseignant-es et administratif-ves méritent un autre ministre et une autre politique éducative tournée vers la réussite de toutes et tous les élèves.

JM Blanquer aurait été plus avisé de reporter toutes les cartes scolaires 1er degré. L'absence de report montre bien une fois de plus son mépris à l'égard des personnels et de leurs représentant-es syndicaux. Et l'argument porté par certain-es que la situation est déjà anxiogène ne tient pas. Nous ne savons pas à ce jour, malgré les déclarations ministérielles quand aura lieu le CRPE et pour notre département ce sont 41 postes dans la balance. Les contacts avec les mairies sont rompus depuis l'ouverture de la campagne municipale et de fait le lien mairie-école sur les effectifs aussi. Que savons-nous aujourd'hui des nouvelles inscriptions dans les écoles? Rien et les services de la DOS, que nous remercions au passage pour leurs documents, pas plus que nous. Il y a une réelle déconnexion entre les chiffres que vous avez et la réalité. Les retours partiels que nous avons des écoles tendent à le prouver.

De plus, les annonces tardives de notre ministre sèment de nouveau le trouble. Des dotations supplémentaires permettraient d'annuler des fermetures dans les communes de - de 5000 habitant-es avec le concours des municipalités. Mais là encore, les précisions tardent sur les moyens et alors que celles-ci sont à la gestion de la situation sanitaire et sociale. Cette communication ministérielle met également en difficulté la gestion départementale, une heure seulement après une étude des mesures en groupe de travail.

Un report n'était en rien une aberration bien au contraire. Il aurait été perçu comme une occasion de rétablir le paritarisme dans ses droits. Encore une occasion perdue, une de plus et là aussi il faudra à un moment en tirer toutes les conséquences.

Face à cette situation inconséquente, la FSU44 ne participera au CTSD de ce jour qu'à hauteur de la considération qui lui est faite. Comme toujours, elle défendra les situations des écoles et de leurs personnels mais s'y limitera.

La question de l'après crise covid-19 se pose dès maintenant. La FSU y participe aujourd'hui de par ses communiqués de presse, ses interventions nationales et locales. Des questions simples se posent à nous.

-Qui paiera la crise et la récession économiques ?

-Quel rôle joueront les services publics dans une économie mondialisée bouleversée et exangue ?

-Quelles nationalisations doivent être envisagées pour éviter ces situations?

-Comment doit se mettre en place la transition écologique, à même de réguler la planète en la préservant ?

Nous demanderons aussi des comptes aux politiques néolibérales successives responsables en partie de cette crise. La FSU sera vigilante à l'après pour que celui-ci ne soit pas l'occasion, sous prétexte de guerre économique, de détruire les droits, les solidarités, de poursuivre le démantèlement des services publics. Car si tel est le cas, l'avenir pourrait être pire que le présent.

Le présent, venons-y, après la fin des 42 postes de PDMQDC "transformés" en 23,5 postes de "CP Accompagné", ce sont ces derniers qui sont supprimés. Alors que ceux-ci, comme leurs prédécesseurs avaient apportés satisfaction dans de nombreuses équipes, ils sont victimes des changements de politique éducative qui ne laissent place ni à l'évaluation des dispositifs, ni à la parole des enseignant·es sur le terrain. Cette suppression se fait sans contrepartie quant aux réponses aux difficultés identifiées et fait figure de double peine pour certaines écoles. La FSU défend la pérennité de ces postes d'enseignant·es surnuméraires, porteurs de réussite scolaire.

Dans un contexte où l'inclusion se fait toujours sans moyens et sans formation et accompagnement des personnels dans leur classe, la gestion de la difficulté scolaire y est de plus en plus complexe. Alors que l'ensemble des postes RASED sont enfin pourvus dans le département, la FSU44 porte la parole des RASED du département demandant la création de postes de maitres·ses E et G pour mettre en œuvre un accompagnement de la difficulté scolaire à la hauteur des besoins.

La mise en place dans le département d'effectifs limités en Grande Section se fait de manière extrêmement mathématiques. Si cette mesure est une avancée en terme de seuil d'ouverture ou de fermeture, elle ignore complètement la réalité de terrain (classe double niveaux, de cycle,...). Mais surtout, c'est la liberté des conseils des maitres·ses à choisir la répartition des classes qui semble être remise en cause.

La FSU sera extrêmement vigilante quant au respect de la liberté pédagogique des conseils des maitres·ses professionnel·les, acteurs et actrices de la réussite de leurs élèves, dans la mise en place ou non des classes de GS à 24,

La FSU rappelle les spécificités et l'importance des trois niveaux de classes maternelle. La GS est et doit rester la 3ème année de l'école maternelle et ne pas devenir une classe pré-élémentaire qui ne prépare plus qu'au CP.